

# La gauche face à la mondialisation

(L'économie politique n° 34)

Alternatives économiques

(Notes de lecture de Jean-Paul Allétru - Mai 2007)

*[commentaires en italiques]*

*Pour s'abonner à « L'Economie politique » (1 an, 4 numéros, 36 € au tarif normal en France métropolitaine, 28 € pour les étudiants et chômeurs –joindre un justificatif) :*

*adresser sa demande, et son règlement, à L'Economie politique, Alternatives économiques, service abonnements, 12, rue du Cap-vert, 21800 Quétigny ; ou par téléphone au 03 80 48 10 40, ou en ligne sur [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)*

Au sommaire, articles de Dominique Strauss-Kahn, Alain Lipietz, Jean-Christophe Le Duigou, Denis Clerc, Dominique Taddei, Geneviève Azam, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon, Serge Audier, Jean-Pierre Rioux, et Christophe Ramaux.

*Je ne prétends pas ici résumer des articles, au demeurant fort riches. Mais donner envie de prendre connaissance de la revue. J'espère ne pas avoir trahi la pensée des auteurs.*

## **La gauche française et la mondialisation. Editorial. Christian Chavagneux.**

La gauche actuelle est résolument **internationaliste**. Elle appelle à des réformes, ici dans le mode de fonctionnement des institutions internationales, là dans une recherche de droits protecteurs pour tous. Elle réclame plus, et surtout mieux, d'Europe.

La gauche actuelle est résolument **écologiste**. Dans le discours au moins.

Enfin, la gauche actuelle croit à l'efficacité des **politiques nationales**.

C'est finalement une gauche optimiste que révèle ce numéro, une gauche qui nous dit que l'on doit, et, surtout, que l'on peut réguler les effets de la mondialisation économique.

## **La gauche face au capitalisme. Dominique Strauss-Kahn.**

*DSK donne ici une description classique des mutations du capitalisme : économie désormais dominée par les marchés financiers ; part salariale de la valeur ajoutée réduite de 69 % en 1981 à 57 % aujourd'hui. Entraînant les anciens managers dans un nouveau système d'incitations –les stock-options et la création de valeur-, la révolution financière a créé ce qu'on appelle parfois une « hyper-classe », enrichie par l'explosion de la bourse, dont les liens avec le reste de la société salariale sont totalement rompus. Le statut du salariat s'effrite avec la prolifération des CDD, du temps partiel, de l'intérim. L'Europe se désindustrialise rapidement. ...*

*Puis il en vient aux remèdes. Quels remèdes ? D'abord, la redistribution. Ce fut le point fort de la mandature Jospin : baisse de la moitié de la pauvreté avec la création de nouveaux droits (CMU, APA, ...) et la sortie de l'exclusion grâce à l'emploi (deux millions d'emplois créés).*

Mais on nous a reproché de nous être trop occupés des Rmistes, pas assez des smicards : le pouvoir d'achat des 10% les plus pauvres a augmenté plus vite (+10%) que celui des classes moyennes et populaires (+6%) sur la période 1997-2002.

Nous devons ensuite nous attaquer aux inégalités là où elles se créent, c'est-à-dire au sein même du système de **production**. *[Mais encore ? DSK n'oserait-il pas dire ce qu'il a en tête ?]*

Enfin, nous devons garantir une réelle **égalité des chances**. La République doit donner plus à ceux qui ont le moins. Il faut réinvestir dans les services publics : éducation, santé, politique de la ville.

La France doit retrouver la voie d'une croissance élevée et durable *[croissance des biens matériels ? des déplacements ? ce serait incompatible avec l'environnement...]*. La nouvelle gauche doit être une gauche moderne *[mot creux]*, une gauche qui réconcilie les Français avec l'entreprise *[oui, mais comment ? en interdisant les comportements prédateurs des actionnaires et des dirigeants ? en donnant des droits nouveaux aux travailleurs ? en renforçant le pouvoir syndical ?]*. Une gauche qui promeut l'investissement dans les dépenses d'avenir : l'innovation, la recherche, l'enseignement supérieur *[Certes, mais cela ne suffit pas ; la fuite en avant technologique n'est qu'une illusion ; les pays neufs –Chine, Inde- font déjà aussi bien que nous dans le domaine de la science et de la technologie]* ; une gauche qui se fixe comme cap la compétitivité de la France dans la mondialisation *[d'aucuns arguent de cette nécessaire compétitivité pour justifier notre alignement sur le moins-disant social et fiscal]*.

### **Ecologie politique et mondialisation. Alain Lipietz.**

Longtemps, les choses ont été simples, il y avait les pays dominants et les pays dominés. Les premiers colonisaient les seconds. Etre de gauche signifiait, dans les pays dominés, conquérir l'indépendance puis se battre contre le « néo-colonialisme » pour la récupération de leurs richesses naturelles ; dans les pays dominants, comme la France, c'était soutenir les luttes des peuples dominés et refuser le « pillage du tiers-monde » .

Aujourd'hui, les choses sont beaucoup plus complexes. Est-il de gauche, quand on vit dans un pays dominé, de se battre pour l'accès aux marchés des pays dominants de produits exportés à un coût social et écologique souvent terrible ? **Est-il de gauche, pour un pays dominant, de fermer ses marchés aux produits des pays émergents sous prétexte que, produits dans des conditions sociales et écologiques déplorables, ils viennent détruire les conquêtes sociales nationales ?**

Pour la vieille gauche socialiste et surtout communiste, en France, il était clair, dans les années 1970-1980, qu'il fallait refuser une mondialisation qui violerait la « souveraineté nationale ». Mais pouvait-on se dire « antimondialiste » après avoir été internationaliste ? Les adversaires de la « mondialisation libérale » se proclamèrent alors altermondialistes. Mais l'« autre monde possible » devait-il être fondé sur le concert des nations ?

Pour les écologistes, la question était tranchée depuis longtemps : la pollution n'a pas de frontières.

*Alain Lipietz décrit la « première globalisation » ( au passage, il note par exemple que le capitalisme étant fondé juridiquement sur la propriété privée, l'intérêt général se trouve déporté du côté du politique ; il rappelle que la législation sociale- salaire minimum, conventions collectives- était encore, en France en 1950, largement départementale, ...) ; puis la « nouvelle globalisation », à partir des années 1970. Il épingle notre schizophrénie :*

« on s'indigne de la disparition du secteur textile ou électroménager, mais on se rue chez Tati pour consommer chinois, on se rue chez Darty pour consommer coréen. »

Dès lors, l'Etat régulateur se révèle impuissant. La politique de relance keynésienne de François Mitterrand en 1981 échoue : toutes les augmentations de pouvoir d'achat s'évaporent en importations. Le nationalisme économique se mue en social-libéralisme. A ce nationalisme exportateur (de Fabius en 1986 : « vive la France qui gagne » à *DSK aujourd'hui –cf ci-dessus*), pour qui l'Etat n'est plus que l'auxiliaire d'entreprises conquérantes et l'infirmier des dégâts de la guerre économique, s'oppose, en pointillés, une autre réponse, portée par deux courants théoriques bien distincts, la « social-démocratie étendue », les écologistes.

Pour les premiers, **une législation sociale et fiscale efficace qui serait la même pour toute l'Europe aurait, à l'intérieur de l'Europe, les mêmes effets bénéfiques que l'Etat protecteur national.** Malheureusement, les gouvernements européens créent, avec le traité de Maastricht, la Constitution la plus libérale que le monde a connue ; et les traités d'Amsterdam et de Nice aggravent encore la situation. Et quand une Convention d'élus produit enfin un projet de Traité constitutionnel assurant un peu plus de contrôle démocratique sur cet ensemble, il est rejeté. *[Alain Lipietz a appelé à voter pour ce projet. Mais les Français qui l'ont repoussé ont surtout refusé de cautionner l'ensemble des dispositions antisociales des traités précédents, et que celles-ci aient alors valeur constitutionnelle...].*

Pour les écologistes, les stratégies nationales ont un intérêt relativement faible. D'emblée, **le mouvement Vert mondial s'assigne des objectifs politiques supranationaux.** Et il obtient des succès avec les premiers accords multilatéraux sur l'environnement (pluies acides, couche d'ozone). La course à la mondialisation démocratique ne s'achèvera qu'avec une sorte de République universelle. Il s'agit d'imposer les normes d'un développement soutenable.

Il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul ensemble supranational en voie de formation, l'Union européenne. Il faut interdire le dumping social, fiscal et écologique.

Au-delà, il faut réformer l'Organisation mondiale du commerce, et reconnaître l'autorité supérieure des législations supranationales en matière sociale, en matière des droits de l'homme, et en matière d'environnement.

Cette idée de hiérarchie des normes n'a rien d'utopique : en matière sanitaire et vétérinaire, elle est acquise depuis les lois maritimes du XVIème siècle sur la quarantaine.

**L'Union européenne ne devrait pas s'interdire d'imposer des taxes aux frontières vis-à-vis des biens importés de pays ne s'inscrivant pas dans l'accord de Kyoto.**

Toutes les révolutions politiques de naguère furent précédées d'un bouillonnement intellectuel qui dépassait souvent les frontières nationales. Il en sera de même pour le grand projet du XXème siècle : construire un monde supranational ordonné aux buts du développement soutenable.

**D'un nouveau plein emploi à la démocratie sociale. Jean-Christophe Le Duigou (CGT).**

*J-C Le Duigou commence par analyser les raisons de l'affaiblissement du système social, et conclut : « les blocages de ce modèle peuvent conduire à un repli des représentations politiques et syndicales sur la fraction protégée du salariat, et ainsi consacrer la dérive entre deux continents sociaux. »*

Il appelle naturellement à un nouveau plein-emploi.

*Son propos fait intervenir tour à tour la défense des droits sociaux et humains fondamentaux (droits de la personne, non-discrimination, droit à l'action collective, ...) ; la possibilité pour les salariés d'intervenir sur tout ce qui a trait au produit du travail, à ses destinataires et à l'information de la société (AZF ; Reach) ; la sécurité de l'emploi en dépassant la forme CDI (« mise en œuvre d'un système de sécurité sociale professionnelle garantissant des « parcours professionnels » en lieu et place des multiples formes d'emploi précarisé »); l'abaissement et la réorganisation du temps de travail ; la concrétisation de projets d'emploi dans les entreprises et sur les territoires (« l'action publique a besoin d'être repensée, dans les bassins d'emploi, autour d'exigences de mutualisation »); l'articulation de l'enseignement avec l'entreprise ; l'enjeu de l'insertion des jeunes.*

*« La consommation et la production ne croissent plus qu'à un rythme ralenti » [hélas, pas de réflexion sur un modèle économique et social qui ne reposerait plus sur la croissance de la consommation des biens matériels, des transports...] .*

*« Dans le contexte de la mondialisation, l'Etat ne tient plus toutes les manettes. Mais son rôle ne s'efface pas pour autant. Etat et collectivités territoriales prélèvent et redistribuent le quart de la richesse nationale, la sécurité sociale un autre quart. C'est dès lors à la puissance publique d'organiser les choix collectifs en matière de répartition des revenus, de priorités d'investissement, d'objectifs industriels et de recherche, d'organisation de la redistribution aux différents niveaux du territoire. »*

*« Le Plan, qui a tenu une si grande place dans les années 1950 et 1960, appartient au passé. » [Et pourquoi donc ? La division par quatre d'ici 2050 de nos émissions de gaz à effet de serre, la fin annoncée du pétrole et de nombreux métaux, ne nous obligent-elles pas à un gigantesque effort de planification ?] Le Conseil économique et social, les conseils économiques et sociaux régionaux peuvent jouer un rôle de délibération utile. Et on peut imaginer de nouvelles institutions d'expertise sociale (conseil d'orientation des retraites), ou d'intervention (Agence pour l'innovation industrielle), ou d'action territoriale (« conseils de développement »)...*

**La négociation collective** doit reprendre toute sa place. Mais il faut que les acteurs soient plus directement légitimés par les votes de leurs mandants (salariés et assurés). La négociation **doit couvrir un espace territorial** (pays, bassin d'emploi), la branche, mais aussi des dimensions plus globales, nationales et européennes. Et elle doit être articulée avec de nouvelles règles de nature publique.

Toutes les forces syndicales **en Europe** doivent « tendre vers **un socle législatif commun en matière de travail.** »

### **Quelle protection sociale en économie mondialisée ? Denis Clerc.**

C'est notamment de la possibilité de la société française à accroître l'emploi, donc à réduire le chômage et l'exclusion sociale, que dépendra notre capacité à relever les défis de la mondialisation sans remettre en cause la protection sociale dont nous bénéficions et sans peser sur la compétitivité (par alourdissement des prélèvements sociaux ou fiscaux).

Aujourd'hui, du fait du « papy-boom », il suffit de créer 20 000 ou 30 000 emplois par an pour que le chômage commence à diminuer, alors que, entre 1985 et 2005, il fallait atteindre au moins 150 000 emplois par an du fait du gonflement de la population active.

**Le retour à l'emploi de tous ceux qui en ont été exclus et qui vivent de l'aide sociale se révèle le moyen essentiel pour empêcher une dégradation de notre système de protection sociale.**

Cela peut se comprendre de deux façons : la façon autoritaire : on n'a rien contre rien. La façon incitative : ceinture pour ceux qui ne travaillent pas. La façon civilisée enfin.

**La façon autoritaire** est mise en œuvre aux Etats-Unis (workfare). François Fillon s'en était inspiré en 2003 avec le CI-RMA (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité), que Jean-Louis Borloo a fait disparaître en 2005 dans les oubliettes. Le salarié commençait par rembourser la prime versée à l'employeur, soit l'équivalent du RMI versé à une personne seule sans ressource. Si bien que, pour un salarié travaillant 20 heures par semaine et qui percevait donc, brut, une rémunération de 590 €, le salaire au sens propre du terme ne se montait qu'à 190 € mensuels. Et les droits à retraite, assurance chômage ou prime pour l'emploi n'étaient calculés que sur ce montant... Oubliettes ? Nicolas Sarkozy a déclaré (14 janvier 2007) : « je propose qu'aucun minimum social ne soit accordé sans la contrepartie d'une activité d'intérêt général ». C'est donc le retour du RMA ancienne formule qui nous est promis.

**La façon incitative** est recommandée par l'OCDE. Et appliquée dans à peu près tous les pays, mais avec une insistance particulière dans les pays anglo-saxons. Elle consiste à créer un écart important entre les revenus issus de l'aide sociale et ceux issus de l'emploi. Cela implique un niveau d'aide sociale extrêmement faible. L'incitation en question relève donc de la faim qui fait sortir le loup du bois.

C'est ce modèle qu'ont en tête nombre de libéraux lorsqu'ils accusent la politique sociale française de ne pas suffisamment inciter à la recherche d'emploi. Mais en réalité, ce qui « désincite » au retour à l'emploi, c'est la qualité médiocre des emplois proposés, ce n'est pas le niveau des aides sociales.

**La façon civilisée** consiste à décourager l'emploi à temps partiel paupérisant et à assurer un niveau de revenu acceptable entre deux emplois temporaires. Il faut augmenter le coût relatif, pour les employeurs, du travail à temps partiel, pour qu'ils paient le surcoût correspondant aux avantages qu'ils retirent de cette flexibilité. Il faut mettre en place un vrai service public de la garde d'enfants, prenant appui sur les structures scolaires ou préscolaires.

L'aide sociale doit permettre à la majorité de ceux qui en bénéficient de retrouver une place et une activité économique génératrice d'un revenu décent. **Le plein emploi redevient un horizon possible.**

### **Les alternatives françaises passent par le monde et l'Europe. Dominique Taddei.**

Depuis un quart de siècle, notre planète, notre continent, notre pays, nos quartiers et nos villages, tous les aspects de notre vie sont dominés par la logique d'une **accumulation financière globalisée**.

Derrière son masque, cette logique a un visage, celui d'un oligopole de grandes banques internationales qui réalisent plus de 93 % des transactions internationales, quand les échanges de biens et de services n'en représentent qu'un peu moins de 3% et que les transactions boursières sur les actions et les obligations comptent à peine plus.

**Face à cette logique** d'accumulation à l'ère de la globalisation financière, **quatre attitudes sont possibles.**

. **Le renforcement de cette logique**, au nom de la modernité. Poursuivre les « réformes de structure », c'est-à-dire en réalité les contre-réformes antisociales. C'est clairement la démarche d'un Bush et de ses relais européens (Aznar, Berlusconi, ...) , tous aujourd'hui désavoués par leur concitoyen au moment même où un clone français apparaît sous les traits de Nicolas Sarkozy pour mieux tromper les Français.

. **Un accompagnement plus ou moins social de cette logique.** Cette démarche, qui est devenue depuis de longues années celle d'une partie de la gauche politique et syndicale en France comme dans les autres pays européens, est condamnée à toujours échouer. « L'électorat de droite préférera toujours l'original à la copie, et l'électorat de gauche préférera rester chez lui » (Taddei, 2001).

. **Proposer un retour aux règles antérieures.** D'abord est née une forme d'antimondialisme dénonçant pêle-mêle ses causes et ses effets. De nombreuses mobilisations ont même réussi à bloquer un certain nombre de décisions qui auraient manifestement aggravé soit la libéralisation financière, soit certaines de ses conséquences.

L'échec du Traité constitutionnel européen s'inscrit dans cette ligne. Mais s'opposer à de nouvelles aggravations ne constitue pas une stratégie suffisante.

Certes, on peut déceler au sein de ce courant antilibéral une volonté de proposer. Une partie de ses membres entend maintenant promouvoir un « protectionnisme altruiste », soit au niveau des 27 membres de l'Union européenne, soit au niveau de l'Hexagone.

Ce néo-protectionnisme, comme l'ancien, aboutirait à ressusciter la Sainte Alliance des capitalistes et des prolétaires des pays riches contre l'ensemble des populations des pauvres et émergents, comme l'a justement démontré Thomas Coutrot. Au-delà de l'archaïsme de ses postures, la faiblesse fondamentale de cette démarche est sa sous-estimation des questions financières et monétaires au profit d'une dénonciation des aspects commerciaux (\*): pourtant, qu'est-ce qu'un droit de douane, quand les taux de change peuvent varier de plus de 50% en un an ?

. **Une autre attitude commence à émerger. L'antimondialisme s'est transformé en altermondialisme.** Au cœur de toute stratégie de transformation : bâtir une autre gouvernance mondiale et européenne, afin de reprendre le contrôle de la finance et de la monnaie.

Il s'agit, à l'accumulation financière, de substituer l'accumulation des droits.

La tâche est moins utopique qu'il y paraît, car si les banques dominent les marchés financiers, elles ne peuvent le faire qu'avec la protection des grandes institutions publiques que sont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'OMC, ... La tâche prioritaire de l'ensemble des forces progressistes est donc de construire une large alliance, afin de mettre en œuvre une régulation d'ensemble des flux et marchés financiers. Une majorité de pays y a intérêt ; le blocage essentiel est celui de l'administration américaine. Mais le dramatique échec de sa politique au Moyen-orient ouvre dans l'opinion publique aux Etats-Unis une occasion favorable qu'il faut savoir saisir.

Avec une réforme de la gouvernance mondiale, la question urgente est celle du financement d'un développement durable pour l'humanité : financement enfin garanti des plus pauvres, et politique environnementale forte, reposant sur la décroissance énergétique des plus riches.

Tout le monde doit comprendre qu'écologie bien ordonnée commence par soi-même, depuis notre vie quotidienne et notre collectivité locale jusqu'aux engagements nationaux et internationaux.

Pour ne citer qu'une mesure : une taxe sur les kilomètres parcourus, pondérée par l'émission de CO<sub>2</sub> générée par l'activité. Le produit de cette taxe réparti en trois parts : un tiers en chèques-transports pour les déplacements domicile-travail ; un tiers pour le financement des transports collectifs ; un tiers versé au budget européen. Cette écotaxe s'oppose au caractère inévitablement chauvin de tout droit de douane, puisqu'elle s'applique à tous nos échanges internes et à nos exportations.

**Au niveau de l'Europe**, quatre chantiers :

- L'Europe sans frontière ; une union euro-méditerranéenne
- La solidarité à 27, et plus ; avec le doublement du budget européen
- Des institutions démocratiques pour l'Europe
- L'euro au service des peuples : un Pacte de coopération économique et social.

(\*) *Il y a une note en marge que je n'ai pas comprise (p 53) : « il est à cet égard intéressant d'observer la crise récente qui a traversé Attac (créée à l'origine pour lutter contre la globalisation financière). Au-delà d'un problème de gouvernance interne, la principale association altermondialiste a semblé privilégier une discussion sur les politiques commerciales, vieille de deux siècles (entre Ricardo et Frédéric List), tombant ainsi dans le piège idéologique des partisans du libre-échange, occultant par trop les questions monétaires et financières, malgré la grande expertise de bien des membres du conseil scientifique ». Quelqu'un peut-il m'éclairer ?*

**Construire un monde écologique et solidaire. Geneviève Azam, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon (Attac)**

La crise écologique est désormais reconnue comme crise profonde. Or, les politiques économiques inspirées par la volonté de résoudre la « question sociale » ont surtout mis l'accent jusqu'à maintenant sur la répartition des richesses et la défense des droits sociaux, la question écologique restant seconde, voire absente.

**Le plein emploi peut être conçu non comme la résultante de la seule croissance économique, mais comme celle d'une réorientation de l'activité, alliant réduction du temps de travail et production socialement utile et écologiquement soutenable.**

Il ne faut pas se laisser bercer par l'illusion d'une fuite en avant technologique.

La **fiscalité** doit jouer un triple rôle : instrument de solidarité et de financement des biens publics, instrument de régulation et instrument de réorientation des choix de production ex : taxe sur les transports).

Il faudrait développer un système de comptabilité permettant d'approcher la « vérité des prix » des ressources non renouvelables [*le prix de celles-ci ne devrait-il pas être infini ?*] ou de la pollution (cas des déchets radioactifs) que le marché ne sait évaluer. La réduction de l'empreinte écologique doit être au centre des choix politiques et économiques.

Il faut mobiliser le levier de la responsabilité sociale des entreprises. Elle doit faire l'objet d'engagements contraignants dont le non-respect serait soumis à sanctions.

L'immensité des besoins élémentaires qui restent à couvrir, d'un côté, et le gaspillage frénétique des ressources, de l'autre, exigent la mise en œuvre urgente de **nouvelles formes de coopération économique et politique internationale**, fondées notamment sur l'égalité des droits d'accès aux ressources et aux biens communs.

Cela suppose une réforme profonde du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, qui ont une lourde responsabilité dans la crise actuelle.

Il y a bien une dette écologique et sociale vis-à-vis des peuples du Sud, pour beaucoup appauvris par une exploitation d'eux-mêmes et de leurs ressources, contraints à l'émigration et subissant les discriminations sur les migrants. La perspective d'épuisement des ressources non renouvelables amplifie cette situation (ex : transformation des terres cultivables du Sud en chantiers de production de biocarburants).

L'ONU, qui reste l'institution la plus légitime, doit être réformée ; les droits économiques et sociaux doivent prévaloir sur les objectifs financiers et marchands défendus par le FMI et l'OMC.

Il faut promouvoir la **relocalisation de l'économie** :

- les délocalisations conduisent à mettre en concurrence (et donc à faire régresser) les systèmes fiscaux, sociaux, écologiques et démocratiques ;
- la relocalisation de l'agriculture est la première condition de la souveraineté alimentaire ;
- l'augmentation des transports de marchandises aggrave la pollution, et la consommation de pétrole.

**La gauche, l'Europe et la mondialisation : un siècle de débats. Serge Audier.**

Un passage en revue des positionnements de gauche sur l'Europe comme réponse à la mondialisation.

**Entre guerre et paix, le monde nouveau vu par Jaurès. Jean-Pierre Rioux.**

Une présentation de la façon dont Jaurès concevait le monde, essentiellement dans une vision politique, où la définition des conditions de la paix était primordiale.

**Hors thème : l'emploi.**

*Christophe Ramaux a publié un livre intitulé « Emploi : éloge de la stabilité. L'Etat social contre la flexicurité » (Fayard/Mille et Une Nuits).*

*Denis Clerc en a rendu compte dans le n° 31 de la revue L'économie politique.*

*Christophe Ramaux et Denis Clerc poursuivent ici le débat.*

*En marge du fonds de la discussion (**pour ou contre la flexicurité ?**), Denis Clerc assure que la part des salaires dans la valeur ajoutée est restée bien plus stable qu'on ne le dit, et conteste le « fantasme » de l'autorité salariale ; ce qui fait bondir Christophe Ramaux. Et ils échangent sur la questions moult arguments très techniques.*

**Christophe Ramaux**

Accepter la flexibilité de l'emploi –car la norme est de toute façon à l'emploi instable- , mais l'accompagner par des dispositifs qui sécurisent les travailleurs : tel est le cœur des thèses sur la flexicurité.

Le chômage est la question centrale. **Raisonner en termes de flexicurité, c'est inscrire dans les têtes que la flexibilité de l'emploi est sa première qualité.** Or, travailler suppose du temps pour apprendre, se perfectionner ou innover. Le discours sur le travail mobile dénature le travail. La flexicurité dédouane l'entreprise de ses responsabilités. Une autre vision de l'entreprise existe : elle met l'accent sur son caractère partenarial (avec les salariés, les clients, ...) afin de créer de la richesse tout court, et non pas de la valeur pour l'actionnaire.



Loin de la trouvaille de la flexicurité, je suggère que **c'est du côté de l'Etat social que l'on peut trouver une cohérence à opposer au libéralisme économique.**

L'emploi ne dépend pas d'abord du coût du travail, mais de la croissance [*décidément, les économistes ont du mal à imaginer des solutions pour réduire le chômage sans faire appel à la croissance. Et le réchauffement climatique ? et la fin du pétrole ? ...*], et, plus secondairement, de la réduction du temps de travail.

De 1997 à 2001, près de deux millions d'emplois ont été créés en France : c'est bien la preuve que des marges de manœuvre conséquentes subsistent (en l'occurrence, 35 heures sans baisse des salaires, baisse de la TVA, etc). Hélas, la politique dite d'équilibre entre keynésianisme et social-libéralisme, à l'œuvre dès les premiers pas (cf. les privatisations), a finalement basculé en faveur du second en fin de mandat (baisse de l'impôt sur le revenu, création de la prime pour l'emploi, etc.), d'où le cinglant désaveu du 21 avril 2002.

### **Denis Clerc**

Les évolutions du système productif engendrent un besoin accru de flexibilité [*cela ne me saute pas aux yeux ; je suivrais plutôt Christophe Ramaux sur ce point*]. Comment fait-on pour que ce besoin ne s'accompagne pas d'insécurité ? Comment organiser correctement cette flexibilité, plutôt que de rêver à un CDI pour tous [*je préfère continuer à rêver, ou plutôt à me battre contre les régressions*].

Le premier déterminant de l'emploi est le taux de croissance de l'économie [*lui aussi ! après nous le déluge !*].

Les 9/10 des travailleurs pauvres sont des travailleurs à temps incomplet : **lutter contre les miettes d'emploi m'apparaît donc prioritaire**. Cela passe par une augmentation du nombre des emplois, mais aussi par une politique publique visant à décourager les emplois à temps partiel et les contrats de travail courts. Et dans l'immédiat, la flexicurité, en assurant ou en améliorant une garantie de revenus entre deux emplois, pourrait améliorer sensiblement la situation.